

Vœux aux personnalités

Domaine du Haras de Jarly - Mardi 10 janvier 2023

Discours de Georges Siffredi

Président du Département des Hauts-de-Seine

Monsieur le Président du Département des Yvelines, cher Pierre,
Monsieur le Président du Sénat, cher Gérard Larcher,
Messieurs les Préfets,
Mesdames et Messieurs les Conseillers départementaux, chers collègues,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Conseillers régionaux,
Mesdames et Messieurs les Maires,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Je suis particulièrement heureux de vous accueillir ce soir au Haras de Jarly, avec Pierre Bédier, pour cette cérémonie des vœux commune qui témoigne des liens étroits et profonds qui unissent nos deux départements.

En 2021, puis de nouveau l'année dernière, nous n'avions pas pu nous réunir, confrontés aux vagues successives d'une pandémie, qui a imposé pendant de trop longs mois un étouffoir sur l'ensemble des événements qui rythmaient notre vie sociale. La crise sanitaire a profondément bouleversé notre manière de vivre, remettant en question nos pratiques et nos habitudes les mieux installées, dans notre vie professionnelle comme dans notre vie privée, et il n'est pas une famille qui ait été épargnée par ce virus, alors inconnu, avec lequel nous avons, progressivement, appris à vivre.

A cet instant, comme beaucoup parmi vous, j'ai évidemment une pensée émue pour mon ami et prédécesseur, Patrick Devedjian, lui qui se tenait devant nous il y a trois ans, lors de cette même cérémonie commune à La Seine Musicale. Visionnaire, audacieux, volontiers disruptif, Patrick a métamorphosé les Hauts-de-Seine qu'il aimait passionnément, et les grands projets qu'il portait au début de l'année 2020 témoignaient de sa volonté de poursuivre le travail au long cours qu'il avait entrepris treize ans plus tôt, en accédant à la présidence du Département.

Le COVID en a décidé autrement et, si nous avons tous été saisis par la stupeur et la tristesse à l'annonce de son décès brutal, nous avons dû malgré tout, très rapidement, nous mobiliser pour adapter notre organisation à la situation exceptionnelle à laquelle nous étions confrontés. Après la sidération, est venu aussitôt le temps de l'action, l'impérieuse nécessité d'agir sans jamais céder à la résignation.

Acteur majeur des solidarités, notre collectivité départementale avait assurément un rôle primordial à tenir pour aider nos concitoyens à traverser cette période éprouvante. Et je crois que nous pouvons dire que nous avons été à la hauteur de nos responsabilités, mon cher Pierre.

Seul le prononcé fait foi

Aux côtés des maires et des communes, nos départements ont été en première ligne pour intervenir auprès des publics fragilisés par la pandémie et pour soutenir les forces vives de nos territoires, tout particulièrement les petits commerçants et le tissu associatif.

En un temps record, grâce à la remarquable mobilisation de tous les agents départementaux, nous avons pu déployer des tests de dépistage et distribuer des masques, à un moment où ils faisaient si cruellement défaut. Nous avons soutenu et accompagné les campagnes de vaccination auprès des publics prioritaires, renforcé les actions de prévention des violences intrafamiliales, versé des aides financières chaque fois que c'était nécessaire. Nous avons contribué à briser l'isolement qui a tant fait souffrir dans nos EHPAD et nos maisons de retraite pendant les confinements, en permettant aux résidents de renouer le contact avec leurs proches à travers les écrans, grâce au programme Inno'ESMS de notre Agence interdépartementale de l'autonomie, récemment récompensé du Prix Territoria. Nous avons accompagné nos collégiens, qui ne pouvaient plus se rendre en cours, en fournissant aux familles et aux enseignants des ordinateurs indispensables pour permettre, malgré tout, la continuité des apprentissages et réduire les risques de décrochage scolaire. Nous avons soutenu notre jeunesse, confinée dans des chambres d'étudiants, en proie à une détresse psychologique particulièrement vive, plongée dans une précarité nouvelle l'empêchant de se nourrir convenablement.

Oui, face à l'inédit, nos départements ont su apporter soutien et réconfort quand les sentiments d'inquiétude et d'incertitude gagnaient tant de nos concitoyens.

Face à la crise, nos collectivités ont joué et continuent de jouer un rôle primordial : capables d'agilité, surmontant les carcans administratifs, garants des solidarités de notre pays, nos départements répondent présents pour atténuer les chocs.

Car nous sommes, avec les communes, cette porte de la République que nos concitoyens poussent en premier, ces élus à la portée de tous, réactifs car ancrés dans le territoire.

Nous le montrons encore dans la crise énergétique que nous traversons, qui s'ajoute à la crise économique et sociale, latente mais persistante, qui continue d'aggraver les fractures qui traversent notre société. Revalorisation des subventions, abondement du fonds de solidarité pour le logement, recours accru aux revenus de solidarités : nous sommes une nouvelle fois aux côtés de nos concitoyens pour faire face aux soubresauts de l'inflation.

Mais si notre rôle est, en temps de crise, plus important que jamais, il ne consiste pas uniquement à répondre à l'urgence. Il s'inscrit aussi dans une vision de long terme pour préparer l'avenir.

Nous n'avons par exemple pas attendu l'impasse énergétique actuelle pour mener une politique environnementale ambitieuse. Dès 2007, nous mettions en œuvre des actions concrètes pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Dès 2012, nous investissions dans la rénovation et la performance énergétique de notre patrimoine bâti, notamment nos collèges et, en partenariat avec les Yvelines, nous avons élaboré un référentiel de qualité environnementale de nos bâtiments particulièrement exigeant, formalisant notre engagement résolu en faveur de l'éco-construction. Pas par l'écologie des discours incantatoires, si forte dans les mots mais si faible dans les actes, tant elle est un facteur de blocage. Mais par cette écologie du quotidien, cette écologie des solutions qui transforme le cadre de vie des habitants pour qu'ils vivent mieux. Les programmes de rénovation urbaine que nous mettons en œuvre, pour lutter contre les passoires thermiques et améliorer l'habitat, le développement et la valorisation de nos espaces de nature, indispensables îlots de fraîcheur, tout comme les transformations à l'œuvre le long de la Seine, cet écriin bleu que nous avons en partage, en sont autant d'exemples. Oui, dans nos deux départements, nous sommes engagés pour un développement harmonieux et durable du territoire, au service du bien-être de nos concitoyens.

Seul le prononcé fait foi

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, dans l'urgence comme dans le temps long, le dynamisme et l'efficacité de nos deux institutions n'est plus à démontrer. A travers ces quelques actions égrainées, c'est la place centrale de l'institution départementale qui ressort. Héritiers des premières réglementations de 1790 et 1871 sur la décentralisation, nous restons un échelon de proximité, reconnu et apprécié, auquel nos concitoyens accordent largement leur confiance, juste derrière les communes, comme le rappelle chaque année l'enquête réalisée par le CEVIPOF sur la relation des Français avec leurs institutions.

Et pourtant, depuis dix ans, nous observons une même volonté de vider ces collectivités locales de leurs compétences et de leurs capacités à agir. Certes, nul ne parle plus aujourd'hui de la disparition des départements. Mais comment accepter cette recentralisation rampante qui vise à les réduire à de simples exécutants de décisions venues d'en haut, sans concertation, comme s'ils n'étaient plus qu'un opérateur de l'État central ? Après la baisse scandaleuse, puis le gel, de la dotation globale de fonctionnement, après la suppression de tout levier fiscal territorial, les dépenses engagées au titre de la revalorisation du RSA ou dans le cadre du Ségur de la santé sont autant d'alertes que de sources d'indignation.

Comprenons-nous bien : nous ne contestons pas le bien-fondé de revalorisations qui, pour nombre d'entre elles, notamment dans le secteur social et médico-social, étaient indispensables pour rendre de nouveau attractifs ces métiers en tension dont notre pays a plus que jamais besoin. Ce que nous contestons, ce que nous réprouvons, c'est cette méthode jacobine dévoyée qui consiste à décider de tout et à le faire financer par l'argent des autres ! Il y a quelques semaines encore, dans le cadre du projet de loi de finances, le gouvernement envisageait même le retour des « contrats de Cahors », rebaptisés pour la circonstance – il fallait oser ! – « pacte de confiance ». Nulle confiance, pourtant, dans ce pacte qui n'avait rien de partenarial, mais une nouvelle illustration de la méfiance de l'exécutif vis-à-vis des élus locaux. Car l'objectif était bel et bien de nous contraindre à freiner nos dépenses, alors même que nous votons nos budgets à l'équilibre, contrairement à l'État qui, depuis 1975, présente systématiquement des budgets en déficit, qui viennent année après année alourdir le poids de la dette, pour atteindre des niveaux stratosphériques.

Face à la levée de boucliers des élus locaux, relayés par les parlementaires, le gouvernement a fini par reculer, contraint et forcé. Mais, dans ces circonstances, ce n'est pas faire un procès d'intention que de s'interroger sur la réalité de la volonté décentralisatrice affichée pour ce nouveau quinquennat : à ce jour, force est de constater que les mots du Président de la République et de la Première ministre ont été aussi forts que les actes ont été faibles.

Alors, en ce début 2023, nous leur disons : chiche ! mettons-nous au travail ensemble !

Soyons clairs : nous ne voulons pas d'une énième loi de mesures techniques qui viendrait complexifier davantage l'organisation territoriale de notre pays et qui, sous couvert de décentralisation, se contenterait en réalité d'organiser la déconcentration des services de l'État. Pour paraphraser Odilon Barrot, il ne s'agit pas de garder le même marteau dont on se contenterait de raccourcir le manche, mais de nous le confier une bonne fois pour toutes, en donnant aux collectivités la pleine et entière responsabilité dans leurs domaines de compétences, et les moyens de les exercer.

Aujourd'hui, l'État est partout, dans un amoncellement inouï de normes, cadres réglementaires et autres procédures de contrôle, mais il n'est plus en mesure d'assurer correctement ses missions régaliennes : notre système de santé est en crise, notre école ne parvient plus à tenir la promesse républicaine de donner sa chance à chacun, nos forces de l'ordre peinent à assurer la sécurité des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire, notre justice est saturée, notre indépendance énergétique compromise...

Seul le prononcé fait foi

Dans ce contexte, qui pourrait difficilement être plus préoccupant, nous proposons au gouvernement d'oser un authentique « pacte de confiance », fondé sur une claire répartition entre d'une part ce qui relève du champ régalien et de la responsabilité de l'État, afin qu'il puisse se recentrer sur ses missions stratégiques, et d'autre part les compétences qui, pour être exercées efficacement, doivent relever des collectivités territoriales et de la responsabilité des élus locaux.

Nous proposons au gouvernement de passer enfin des paroles aux actes, en privilégiant une véritable logique de partenariat, qui laisse aux élus, dans le champ – clarifié ! – des compétences qui leur est imparti, la liberté de définir et de mettre en œuvre des politiques publiques adaptées aux réalités du terrain.

Ce que nous proposons, en somme, c'est de faire le pari de la confiance. Et ce n'est pas un pari risqué : nos villes, nos départements et nos régions sont là pour montrer que ça marche, et les dynamiques à l'œuvre dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine en sont autant de preuves concrètes.

Qu'il s'agisse de notre partenariat, solide et structurant, avec les maires, pour les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets, du nouvel élan donné à Paris La Défense, en replaçant les collectivités territoriales au cœur de la gouvernance du premier quartier d'affaires européen, de la démarche – unique en France – de péréquation par l'investissement que nous avons initiée avec l'ensemble des départements franciliens dans le cadre du FS2I, ou encore du rapprochement – lui aussi unique en France, mon cher Pierre – entre nos deux départements, nous montrons, en actes, que nous n'avons pas besoin de la tutelle de l'Etat pour déployer des politiques publiques efficaces, audacieuses et innovantes. La seule chose dont nous ayons besoin, c'est de clarté, et de liberté.

Oui, cette nouvelle décentralisation que nous appelons de nos vœux doit laisser vivre les énergies et les ambitions locales, à l'image de l'alliance, historique et fructueuse, nouée entre nos deux Départements. Car notre partenariat montre combien la liberté est gage d'innovation territoriale. Depuis 7 ans, il a œuvré à de nombreuses réussites pour répondre aux grands défis d'aujourd'hui et de demain. Il prouve surtout combien nous sommes plus forts ensemble, pour améliorer en permanence les conditions et le cadre de vie de nos concitoyens.

Je pense à l'expertise de notre service interdépartemental d'archéologie préventive, que nous ouvrons aux communes, et qui intervient en ce moment à Saint-Cloud, sur le site de la caserne Sully, afin que nous puissions poser dans les prochains mois la première pierre de notre Musée du Grand Siècle, qui vient d'être labellisé « musée de France », pour lequel nous avons retenu le magnifique projet de l'architecte Rudy Ricciotti.

Je pense à l'ambition sportive que nous avons en partage. Elle s'incarne dans la vitalité et les remarquables palmarès de nos clubs – dont certains athlètes nous font l'amitié d'être présents ce soir, et je les en remercie chaleureusement –, dans les partenariats que nous avons chacun noués avec le Tour de France, cette course mythique ô combien populaire et, évidemment, dans la dynamique que nous impulsions pour faire de nos départements des Terres de Jeux, dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de 2024, qui laisseront un héritage solide aux Yvelinois comme aux Alto-séquanais, à l'image du stade Yves-du-Manoir, que nous inaugurerons à Colombes en fin d'année.

Je pense à notre engagement commun en faveur des mobilités, en lien avec la région, alors que les discussions avec l'Etat sur le volet « transports » du nouveau Contrat de plan Etat/Région sont au point mort depuis plus d'un an. Qu'il s'agisse des transports en commun, de la voirie ou des circulations douces, à l'image de la passerelle entre Houilles et Bezons inaugurée l'année dernière, nous investissons massivement pour faciliter les déplacements quotidiens de nos concitoyens et assurer des continuités entre nos deux départements.

Seul le prononcé fait foi

Je pense, encore, à notre commande publique unifiée, qui nous a permis d'atteindre, avec trois ans d'avance, les objectifs du plan national pour des achats durables, à notre ambitieux référentiel d'éco-construction, dont je parlais tout à l'heure, à la réflexion que nous conduisons pour approvisionner nos cantines scolaires en produits locaux et de qualité, en misant sur la complémentarité de nos territoires.

Et je pense, bien sûr, à tout ce que nous bâtissons ensemble pour renforcer les solidarités qui sont au cœur de nos missions et, chaque fois que nous le pouvons, innover pour mieux protéger.

C'est cet esprit d'innovation qui a présidé à la création de l'Institut du psychotraumatisme de l'enfant et de l'adolescent, adossé au centre hospitalier de Versailles, pour améliorer la prise en charge psychologique et médicale des mineurs, trop souvent défaillante, et qui nous conduit à travailler aujourd'hui, dans le prolongement de cette initiative interdépartementale, avec le professeur en pédopsychiatrie Marcel Rufo, pour mettre en place un nouveau dispositif d'accueil, aujourd'hui totalement inédit en France, pour les jeunes qui nous sont confiés au titre de l'aide sociale à l'enfance.

C'est ce même esprit d'innovation qui nous a incité à investir ensemble pour implanter dans les Yvelines le Foyer d'accueil médicalisé Patrick Devedjian, qui permet d'accueillir sur notre territoire des adultes atteints de handicap psychique ou de troubles du spectre autistique, et d'éviter ainsi aux familles de devoir se rendre en Belgique pour espérer trouver une solution de prise en charge pour leurs proches.

Et c'est encore cet esprit d'innovation qui a animé la création de nos agences interdépartementales, Activity – pour renforcer notre capacité d'accompagner vers un emploi stable et pérenne les publics les plus éloignés du marché du travail – et Autonomy – pour prendre à bras le corps le défi immense du vieillissement de la population, et mettre en place, avec l'ensemble des acteurs concernés, un grand « service public de l'autonomie ».

Voilà, mes chers amis, ce que nous parvenons à réaliser, dans les Yvelines et dans les Hauts-de-Seine, en dépit des innombrables contraintes auxquelles nous sommes confrontés. Alors, imaginez tout ce que nous pourrions faire si ces contraintes étaient enfin levées, si le gouvernement faisait le pari de la confiance et de la liberté que nous lui proposons !

C'est le vœu ardent que je forme en ce début d'année 2023 car, au-delà de la vitalité de nos territoires, ce qui est en jeu, profondément, c'est la vitalité de notre démocratie.

A l'heure où la politique est souvent décriée, jugée incapable d'influer sur le cours des choses, où l'abstention et les extrêmes gagnent du terrain scrutin après scrutin, je suis convaincu que la décentralisation, en rapprochant les lieux de prise de décision du citoyen, en libérant les initiatives et en permettant de mener à bien des projets qui transforment réellement le quotidien, trace une voie crédible pour ré-intéresser les Français à la *res publica*.

Oui, c'est le vœu que je forme, pour nos communes, pour nos départements, et pour notre pays. Et avec Pierre, nous continuerons d'agir avec la même détermination et le même enthousiasme pour nos concitoyens qui, eux, nous ont accordé leur confiance pour diriger nos deux beaux départements !

Je vous souhaite, à toutes et à tous, une belle et heureuse année 2023, riche de promesses et de réussites.

Seul le prononcé fait foi



www.hauts-de-seine.fr



Seul le prononcé fait foi